

zone d'évolution contrôlée (périmètre de sécurité défini par le type d'aéronef), y compris les cheminements à pied ou en bus pendant l'embarquement ou le débarquement hors passerelles télescopiques.

g) Secteur B (bagages) : salle de tri, de conditionnement et de stockage des bagages au départ et en correspondance, et éventuellement la salle de tri de bagages à l'arrivée si elle est conjointe à celle du tri au départ.

h) Secteur F(fret) : zone de conditionnement et de stockage du fret départ.

i) Secteur P (passagers) : aire comprenant :

Au départ, les zones d'attente et de circulation des passagers entre les filtres de contrôle de sûreté des passagers et des bagages à main, et l'aéronef si celui-ci est « au contact », jusqu'à la sortie de la salle d'embarquement lorsque l'avion est en stationnement éloigné.

Il s'agit en particulier de la salle d'embarquement, de la zone d'enregistrement, si le contrôle de sûreté est réalisé en amont de celle-ci, des circulations et passerelles.

A l'arrivée, ce secteur comprend les zones de circulation des passagers depuis l'entrée dans l'aérogare jusqu'aux dispositifs anti-remontée de flux.

j) Secteur S (sûreté) aire correspondant à la partie de la zone réglementée uniquement accessible à travers des postes d'inspection-filtrage. Le secteur « 5 » n'existe que sur les aéroports et aérodromes où le principe d'inspection -filtrage du personnel est mis en oeuvre. Les secteurs A,B,F et P sont géographiquement situés à l'intérieur du périmètre qui délimite le secteur «S» mais l'accès à ces secteurs est subordonné à une autorisation spécifique inscrite sur le titre d'accès.

k) Secteur Zs (salon d'honneur) : aire correspondant au salon d'honneur des aéroports et aérodromes où l'ouverture des portes n'est pas conditionnée par le passage du titre d'accès à une borne magnétique.

l) Secteur ENE : les centrales thermiques et électriques, le dépôt d'essence, les installations de sécurité incendie.

m) Secteur MAN : les pistes et les voies de circulation et de relation.

n) Secteur NAV : la tour de contrôle, le bloc technique, les aides à la navigation.

o) Secteur TRA : aire de trafic.

Article 6 nouveau : Les titulaires des fonctions ci-après sont bénéficiaires du titre d'accès national exonéré de la redevance y relative :

- les membres du comité national de sûreté de l'aviation civile ;

- le directeur de cabinet du ministre chargé de l'aviation civile ;
- les directeurs centraux de l'agence nationale de l'aviation civile ;
- l'inspecteur général des armées ;
- le commandant en second de la gendarmerie nationale ;
- l'inspecteur général des services de police ;
- le directeur général adjoint de la police ;
- les membres du groupe d'experts en sûreté de l'aviation civile ;
- le directeur des contrôles des services des douanes ;
- les auditeurs sûreté et inspecteurs nationaux sûreté en service à l'agence nationale de l'aviation civile ou sur un aérodrome.

Article 13 nouveau : Les demandes faites par les personnes non citées aux articles 5, 6 et aux quatre premiers tirets de l'article 7 sont transmises à l'entité de la force publique désignée par le directeur général de l'agence nationale de l'aviation civile afin d'effectuer l'enquête de moralité. Celle-ci est destinée à vérifier que le demandeur présente des garanties suffisantes au regard des impératifs d'ordre public.

Si le résultat de l'enquête est défavorable, le titre d'accès ne peut être délivré.

En cas de résultat d'enquête favorable, celui-ci est acquis, sauf nouvel élément, pour une durée de cinq (5) ans.

Article 15 nouveau : La production des titres d'accès est placée sous la responsabilité du directeur général de l'agence nationale de l'aviation civile.

Article 2 : Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 15 janvier 2020

Fidèle DIMOU

MINISTRE DU PLAN, DE LA STATISTIQUE ET DE L'INTEGRATION REGIONALE

Décret n° 2019-431 du 30 décembre 2019
portant approbation des statuts de l'institut national de la statistique

Le Président de la République,

Vu la Constitution ;
Vu la loi n° 35-2018 du 5 octobre 2018 portant création de l'institut national de la statistique ;
Vu la loi n° 36-2018 du 5 octobre 2018 sur la statistique officielle ;
Vu le décret n° 2002-369 du 30 novembre 2002 fixant les attributions et la composition des organes de gestion et de tutelle des entreprises et des établissements publics ;
Vu le décret n° 2003-133 du 31 juillet 2003 portant attributions et organisation de la direction générale du centre national de la statistique et des études économiques ;